



Sortir du nucléaire en Europe

Avec l'énergie nucléaire, nous prenons des risques immenses et inutiles. A la lumière des événements tragiques qui viennent d'avoir lieu au Japon, l'Union européenne doit enfin engager la sortie du nucléaire en interrompant tous les projets de nouvelles centrales, en fermant les réacteurs nucléaires les plus dangereux et en cessant le financement d'ITER.

Une transition énergétique nous attend : les énergies renouvelables peuvent couvrir nos besoins en électricité. Combinées à une meilleure efficacité énergétique, et une sobriété nécessaire face à l'épuisement des ressources de notre planète, nous pourrions, tout à la fois, préserver le climat et se détourner de l'atome.

En Europe, certains pays européens montrent déjà la voie. Avec à la clé, de nombreux emplois « verts ».

L'Union européenne doit effectuer une véritable révolution énergétique. Pour sortir progressivement du nucléaire, les Etats-membres n'ont d'autres choix que de développer amplement les énergies basées sur des réserves inépuisables comme le soleil, le vent, l'eau... et de réduire leur consommation d'énergie. En gardant ce cap, il sera possible de vivre dans une société sobre et sereine entre 2025 et 2035. 100 % sans nucléaire.

Libres de leur choix énergétique, les Etats-membres ont très inégalement développé leur bouquet électrique en Europe : si l'Autriche est à la pointe du renouvelable (67 %), la France s'est enfoncée dans une stratégie du « tout nucléaire » (77,2 %) au profit d'un développement plus durable. Mais l'électricité ne représente que 20 % de la consommation totale d'énergie en Europe. Pour les transports, le chauffage, l'industrie, nous dépendons aussi du pétrole ou encore, du gaz naturel. En tout, les 143 réacteurs en activité situés en Europe ne produisent que 13 % de l'énergie totale consommée... Pour réduire cette part jusqu'à la faire disparaître, il est important d'augmenter celle des énergies renouvelables mais aussi de réduire dans l'ensemble notre consommation d'énergie. La meilleure énergie est celle que nous ne

consommons pas. Alors, économisons ! La consommation d'électricité augmente environ de 2 % par an en Europe. Et si on ne change pas nos comportements, elle peut continuer d'augmenter à ce rythme pendant des années encore. Il est possible de stabiliser la demande avant de la faire décroître mais pour cela, il faut agir vite. C'est particulièrement le cas dans les secteurs qui demandent des investissements considérables comme dans le bâtiment.

« **Les 143 réacteurs en activité situés en Europe ne produisent que 13 % de l'énergie totale consommée** » Exigeons des normes ambitieuses pour les véhicules, les bâtiments neufs, la rénovation thermique des habitats et les appareils électriques ! Et surtout abandonnons le chauffage électrique qui est peu efficace et coûteux.

Le photovoltaïque et le solaire thermique, l'éolien, la biomasse, la géothermie ou encore l'énergie hydraulique... sont des énergies inépuisables ! Bien réparties en Europe et décentralisées, elles peuvent avoir un faible impact sur notre environnement et permettent de répondre durablement à nos besoins en énergie sans épuiser notre planète. Pour assurer leur viabilité, il faut moderniser le réseau électrique européen et les infrastructures. **Sortir du nucléaire, c'est possible. Alors, qu'attendons-nous ?** ■

Pas cher ?

L'électricité produite par l'énergie nucléaire est-elle bon marché ? Non. Les prix sont compétitifs uniquement parce qu'ils ne prennent pas en compte le coût réel du nucléaire. La liste des dépenses cachées, et souvent incertaines, est longue : recherche et développement, extraction et importation d'uranium, exploitation, entretien et transport par des lignes très haute tension (THT), traitement des déchets, sécurité, démantèlement des vieux réacteurs, assurance... Sans oublier le coût d'un éventuel accident qui dépasserait les frontières. La législation limite la responsabilité des exploitants nucléaires en cas d'accident, c'est donc l'Etat - et les contribuables qui n'ont pas choisi cette orientation énergétique - qui paierait le prix fort.

Indépendant ?

Le nucléaire garantit-il notre indépendance énergétique ? Non. L'uranium naturel qui est la source primaire de la production d'électricité d'origine nucléaire est un minerai presque totalement importé. La production des 27 Etats-membres est très faible (425 tonnes en 2007 quand nous en utilisons 20 000 tonnes par an). L'exploitation de l'uranium est en plus source de déstabilisation, comme au Niger où Areva pollue l'eau, contamine les terres des Touaregs, laisse des dépôts d'extraction dangereux sans confinement.

L'Union européenne doit montrer la voie

A l'échelle de l'Union européenne, des objectifs communs existent pour réduire les dépenses énergétiques et développer les énergies renouvelables. Mais il faut redoubler d'efforts aujourd'hui, pour les atteindre en 2020.

EFFICACITE ENERGETIQUE. Depuis juin 2009 et l'entrée en vigueur du Paquet Energie-Climat, les Etats-membres sont juridiquement contraints d'obtenir des résultats en matière de réduction des émissions de CO2 et d'utilisation des énergies renouvelables. Pour les économies d'énergies en revanche, les projets sont développés sur une base volontaire. Il est urgent de revisiter ce cadre juridique, afin de rendre obligatoire l'objectif de réduction de 20 % de la consommation d'énergie en Europe d'ici 2020. Le temps passe et les efforts déjà réalisés sont très insuffisants : au rythme actuel, nous n'obtiendrons que 9 % de réduction à échéance. Alors même que les pratiques et les technologies pour faire d'immenses progrès dans nos bâtiments, nos moyens de transport et nos appareils électriques... existent.

Si la directive européenne de 2009 sur l'éco-conception était pleinement mise en oeuvre, les économies d'énergie finales pourraient éviter la construction de 98 réacteurs supplémentaires de la taille de ceux de Fukushima, selon les calculs de l'organisation européenne des citoyens pour la normalisation dans le domaine de l'environnement (ECOS).

RENOUVELABLES. L'objectif actuel de 20 % de renouvelables dans la consommation intérieure brut d'ici 2020 est lui contraignant. Nous devons continuer à tout mettre en oeuvre pour y parvenir : malgré leur progression continue, la

Vos élu-e-s en charge de ce dossier

YANNICK JADOT

est vice-président de la commission Commerce international et membre de la commission de l'Industrie, de la recherche et de l'énergie. Il a été directeur des campagnes à Greenpeace pendant sept ans.

yannick.jadot@europarl.europa.eu

MICHÉLE RIVASI

est membre des commissions Industrie, recherche et énergie et Environnement, santé publique et sécurité alimentaire. Elle a fondé la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD) en 1986.

michele.rivasi@europarl.europa.eu

Budget

L'Union européenne doit investir dans les énergies renouvelables et ne plus subventionner le nucléaire. C'est malheureusement loin d'être le cas : le programme-cadre EURATOM, qui finance l'énergie nucléaire et le programme de fusion ITER, pourrait recevoir 5,5 milliards d'euros pour la période 2007-2013. Avec seulement 1,2 milliard alloué aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique sur la même période, donc environ cinq fois moins, comment l'UE pourra-t-elle renverser la tendance ?

part des énergies renouvelables n'est que de 9,4 % actuellement. L'Union européenne doit envisager l'avenir à plus long terme et imaginer une production d'électricité basée à 100 % sur les énergies renouvelables d'ici 2050. C'est un enjeu majeur pour sortir du nucléaire et limiter nos émissions de carbone, mais aussi en terme d'emplois : l'Allemagne, par exemple, augmente chaque année ses capacités de production et ses nouvelles installations notamment dans les secteurs de l'éolien terrestre et surtout du photovoltaïque où elle est au premier rang mondial. Deux secteurs qui représentaient près de 166 800 emplois directs et indirects en 2009 (contre seulement 33 000 en France). Au total, les énergies renouvelables en Europe mobilisaient plus de 900 000 personnes fin 2009.

EN FRANCE. Le lobby du nucléaire combat durement les énergies renouvelables. Actuellement, le photovoltaïque et l'éolien terrestre, des filières en plein essor, sont malmenés par le gouvernement. Le 5 mars 2011, un nouveau cadre tarifaire pour le photovoltaïque a été publié. Il conduira à une décroissance du rythme annuel d'installations dès cette année. Ces mesures sont discriminatoires. Si nous ne réagissons pas, la France va rater l'opportunité de dynamiser ces territoires, en encourageant des filières industrielles pleines d'avenir et créatrices de nombreux emplois. ■

Sûreté

Le risque nucléaire est inutile car des alternatives existent. Mais nous n'en sortirons pas du jour au lendemain. La directive sur la sûreté nucléaire adoptée en 2009, qui est une véritable coquille vide, doit donc être revisitée. Il faut mettre à jour dès que possible les standards de sécurité, privilégier les plus exigeants, et surtout, les rendre contraignants. La responsabilité des opérateurs des centrales doit être garantie en cas d'accidents ou d'incidents. N'attendons pas les « tests de résistance » proposés dans la précipitation par la Commission européenne le 15 mars 2011 pour agir ! Selon Greenpeace Europe, près de la moitié des réacteurs européens font d'ores et déjà l'objet d'inquiétude. Auparavant, les tempêtes et les problèmes techniques ont conduit à des situations d'urgence en Suède (Forsmark) et en France (Blayais).

Ils l'ont fait

Les écologistes allemands et belges ont réussi à obtenir une sortie progressive du nucléaire au début des années 2000. La coalition verte-rouge menée par Gerhard Schröder vote en 2002 une loi annonçant l'arrêt des réacteurs dont la durée de vie atteint 32 ans ainsi que l'interdiction de construire de nouvelles centrales. Deux réacteurs sont arrêtés et la totalité aurait dû l'être à l'horizon 2025... mais en 2010, le gouvernement conservateur d'Angela Merkel décide de prolonger d'une dizaine d'années supplémentaires le fonctionnement des 17 réacteurs restants. La catastrophe de Fukushima a totalement remis en cause cette prolongation qui fait désormais l'objet d'un moratoire. De son côté, la Belgique a également décidé de sortir du nucléaire en 2002 : la loi prévoyait alors l'arrêt des réacteurs après une durée de vie de 40 ans (entre 2015 et 2025). En 2009, le gouvernement a souhaité prolonger de dix ans le fonctionnement de ses centrales. La situation politique belge n'a pas permis la réalisation de cette prolongation. Avec la catastrophe de Fukushima, elle semble avoir été écartée.

La note Sortir du nucléaire en Europe a été réalisée par l'équipe de coordination des eurodéputés Europe Ecologie - Les Verts. Contactez-nous à l'adresse redaction@europeecologie.eu